

GUIDE TECHNIQUE

Guide de justification de conformité des installations à l'arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à enregistrement sous les rubriques 2 781 (installation de méthanisation)

La **demande d'enregistrement** concerne le site de méthanisation dans sa configuration en projet, à savoir un **site de méthanisation avec injection directe de gaz dans le réseau**, comprenant :

- ***pour la méthanisation :***
 - un pont de pesée pour peser les intrants et le digestat,
 - une trémie de 90 m³ pour l'incorporation des intrants solides,
 - quatre silos de 1 350 m³ unitaires pour stocker les intrants, équipés d'un regard avaloir séparant jus d'ensilage et eaux pluviales,
 - une pré fosse de 170 m³ pour l'incorporation des intrants liquides,
 - deux digesteurs de 2 400 m³ unitaires pour la méthanisation des intrants,
 - une fosse de 4 400 m³ pour le stockage du digestat,
 - des pompes,
 - un puits à lixiviats,
 - un local intermédiaire,
 - un séparateur des phases pour l'obtention de phase solide,
 - un transformateur électrique,
 - une chaufferie.
- ***pour l'injection dans le réseau :***
 - une torchère,
 - un poste d'épuration de gaz,
 - un puits à condensats,
 - un poste d'injection de gaz dans le réseau.
- ***pour la prévention des pollutions :***
 - une digue de rétention de 1,85 m de haut, reliée à
 - un bassin de rétention de 5 558 m³ par un tuyau.

Cette installation est **complétée par un site de stockage pour le digestat non normé**, comprenant :

- une fosse de 1 272 m³.

Dans le tableau ci-dessous, sera justifiée la **conformité des installations de méthanisation** à l'arrêté du 12/08/2010). Les points nécessitant un développement plus important seront repris par la suite.

Prescriptions (arrêté du 12/08/2010)	Dispositions mises en place sur le site, performances attendues		
Article 1 ^{er} (champ d'application)	Aucune.		
CHAPITRE I - Dispositions générales			
Article 2 (définitions)	Aucune.		
Article 3 (conformité de l'installation)	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans de masse et de situation joints en annexes 1.2 et 1.3.		
Article 4 (dossier installation classée)	Le dossier « enregistrement » tel que défini dans cet article ainsi que les documents qui y sont associés, est tenu à jour, à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.		
Article 5 (déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle)	L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents de nature à porter aux intérêts mentionnés à l'art. L. 511-1 du code de l'environnement.		
Article 6 (implantation)	Les digesteurs et leurs annexes sont implantés aux distances réglementaires par rapport aux tiers (+ 50 m) et aux cours d'eau ou forages destinés à la consommation humaine (+ 35 m) ; ils ne sont pas situés dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau.		
	installation / composantes	distances/tiers ou établissements recevant du public (en m)	distances/cours d'eau (en m)
	1 ^{er} digesteur	140 m	225 m
	2 ^{eme} digesteur	150 m	215 m
	fosse site méthanisation	160 m	195 m
	silos	75 m	185 m
	poste d'épuration	150 m	230 m
	torchère	185 m	215 m
	poste d'injection de gaz	50 m	260 m
	fosse site stockage	80 m	380 m
Les plans de situation joints en annexe 1.2 en témoignent.			
Sans objet.			
Article 7 (envol des poussières)	L'exploitant a pris les dispositions suivantes pour prévenir l'envol des poussières et les dépôts de matières diverses : -aménagement et nettoyage des voies de circulation et aires de stationnement : les voies de circulation et aires de stationnement sont en enrobé, elles sont nettoyées dès que le besoin se fait sentir. -état de propreté des véhicules sortant de l'installation : les véhicules sortant de l'exploitation sont dans un état de propreté satisfaisant. Ils sont lavés si le besoin se fait sentir. -aménagement des abords, écrans de végétation : le site de méthanisation est implanté au milieu d'une zone d'activités économique préexistante et bordée, au sud et à l'est, par deux entreprises ; une forêt entoure la zone d'activités		

	<p>selon un arc ouest → est, protégeant le site des vents du nord et protégeant le bourg de Scherwiller d'éventuels envols de poussière générés par les vents dominants de l'ouest/du sud-ouest. Le pourtour du site ne peut être végétalisé (servitude imposée par un réseau électrique enterré).</p> <p>Le chemin d'exploitation menant au site de stockage est en stabilisé.</p>
Article 8 (intégration dans le paysage)	<p>Les digesteurs sont implantés à plus de 50 m des habitations occupées par des tiers.</p> <p>Voir plan de situation joint en annexe 1.2.</p> <p>Leur aspect extérieur (fosse en béton brut gris, membrane en PVC gris) et celui de la fosse, identique, facilite cette intégration puisqu'il leur permet de se confondre avec le ciel. Vus depuis l'autoroute proche, ces éléments à la hauteur homogène, sont presque entièrement masqués par les bâtiments environnants.</p> <p>L'aspect extérieur des annexes a été réfléchi pareillement (bardage bois et longrines gris pour le hangar, béton brut gris et membrane en PVC gris pour la fosse, murs en béton brut gris pour les silos, tôle grise pour le poste d'épuration de gaz, tôle verte pour le poste d'injection de gaz et tôle beige pour la chaufferie).</p> <p>Le pourtour du site ne peut être végétalisé (servitude imposée par un réseau électrique enterré).</p> <p>L'ensemble du site est maintenu propre et entretenu en permanence ; il en est de même pour le site de stockage complémentaire.</p>
CHAPITRE II - Préventions des accidents et des pollutions	
Section I - généralités	
Article 9 (surveillance de l'installation)	<p>L'exploitation se fait sous la surveillance de M. Bernard Winterhalter, Guy-Loup Botter et Yannick Utard, désignés par écrit, et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Un roulement s'effectue entre ces trois personnes afin que la surveillance physique de l'exploitation soit toujours effective.</p> <p>De plus, un service de télésurveillance est effectué à partir de l'Allemagne (par les entreprises Rytec et ETW sur le processus d'épuration de gaz) et de l'Autriche (par l'entreprise BioG sur le fonctionnement de la trémie d'intants).</p> <p>L'accès libre de l'installation est interdit aux personnes étrangères.</p>
Article 10 (propreté de l'installation)	<p>Les locaux sont régulièrement nettoyés afin d'être maintenus propres. Toutes les dispositions sont prises pour éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p>
Article 11 (localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion)	<p>Les zones (ateliers et stockage) présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), sont identifiées et localisées sur le plan de masse joint en annexe 1.4.</p> <p>Ce risque est signalé dans lesdites zones.</p> <p>Les zones confinées présentant ce risque (chaufferie, poste d'épuration et poste d'injection de gaz), sont équipées de détecteurs de méthane ou</p>

	<p>d'alarmes.</p> <p>Un détecteur de méthane mobile peut aussi être utilisé en complément.</p> <p>L'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion et rédige puis met annuellement à jour, un document relatif à la protection contre les explosions.</p> <p>Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Article 12 (connaissance des produits - étiquetage)	<p>Les fiches de sécurité des produits dangereux utilisés sur le site sont conservées par l'exploitant.</p> <p>Elles se trouvent en annexes 2.</p> <p>Les récipients contenant une substance, préparation ou mélange dangereux sont étiquetés en caractères lisibles et portent les symboles de danger, s'il y a lieu.</p> <p>Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Article 13 (caractéristiques des sols)	<p>Seuls les jus d'ensilage sont susceptibles de créer une pollution de l'eau. Ils sont collectés sur le sol étanche des silos, puis dirigés vers un regard étanche et un puits à lixiviats d'où ils sont pompés vers la pré fosse.</p> <p>Il n'y a pas de matières dangereuses pour l'homme ou pour l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol.</p> <p>Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Section II - canalisations de fluides et stockages de biogaz	
Article 14 (caractéristiques des canalisations et stockages des équipements de biogaz)	<p>Les canalisations sont repérées par des couleurs normalisées ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent, et localisées sur un plan spécifique joint en annexe 1.5.</p> <p>Les canalisations en contact avec le biogaz résistent à la corrosion par les produits soufrés et aux pressions susceptibles d'être atteintes (inox électro-soudé et polyéthylène).</p> <p>Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements.</p> <p>Des tests de résistance à la compression ont été faits.</p> <p>Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Section III - comportement au feu des locaux	
Article 15 (résistance au feu)	Sans objet.
Article 16 (désenfumage)	Sans objet.
Section IV - dispositions de sécurité	
Article 17 (clôture de l'installation)	<p>Une clôture, positionnée autour du site et à l'arrière de la digue de rétention, ceint l'installation.</p> <p>Un portail barre l'accès à l'installation, au sud-ouest du site.</p> <p>Cette issue est fermée en dehors des heures de réception des matières à traiter, les horaires de réception sont indiqués à l'entrée principale.</p> <p>Le site de stockage complémentaire n'a pas besoin d'être clôturé puisque la</p>

	fosse est de type hors sol (fosse de 5,00 m de haut) et que la vanne de reprise du digestat est fermée par un cadenas.
Article 18 (accessibilité en cas de sinistre)	<p>I. L'installation dispose en permanence d'un accès permettant l'intervention des services d'incendie et de secours, il est matérialisé sur le plan de masse joint en annexe 1.3.</p> <p>Cet accès est large de 8 m.</p> <p>Les véhicules de l'installation sont stationnés de façon à ne pas gêner l'accessibilité du site pour les services de secours.</p> <p>Remarque : une voie extérieure au site, de 0 m de large, court parallèlement à son côté est, et peut être utilisée par les engins de secours.</p> <p>II. Une voie « engins », venant de l'entrée du site au sud-ouest et desservant les silos et le hall situés plus centralement, est maintenue dégagée pour la circulation. Cette voie plane a une largeur de 10 m et n'est pas limitée en hauteur. Elle résiste à la force portante nécessaire calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu (distance maximale de 3,6 m entre essieux).</p> <p>Chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 m de cette voie (la torchère est l'élément qui en est le plus éloigné).</p> <p>La voie « engins » ne permet pas la circulation sur l'ensemble du site et est en impasse. Ses derniers 40 m ont une largeur utile minimale de 20 m, l'aire comprise entre les silos, le hall, un digesteur et la pré fosse peut être utilisée comme voie de retournement (15 m de diamètre).</p> <p>III. Le croisement des engins de secours est permis sur des aires planes stabilisées (enrobé) devant les silos (50 m de long pour 10 m de large), devant le hall (25 m de long pour 10 m de large) et entre la pré fosse et le pont de pesée (25 m de long pour 5 m de large).</p> <p>IV. Sans objet.</p> <p>Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Article 19 (ventilation des locaux)	Sans objet.
Article 20 (matériels utilisables en atmosphères explosives)	<p>Dans les digesteurs, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes au décret du 19 novembre 1996. Il n'y a pas de matériaux utilisés pour l'éclairage naturel produisant de goutte enflammée lors d'un incendie.</p> <p>Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Article 21 (installations électriques)	<p>Les installations électriques (chauffage, éclairage) sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.</p> <p>Elles sont contrôlées tous les 5 ans conformément à la réglementation en vigueur, par un organisme de contrôle. Il n'y a pas de salarié travaillant sur le site.</p> <p>Les rapports de vérification ainsi que les justificatifs de réalisation de travaux rendus nécessaires par ces contrôles, sont tenus à disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans le registre des risques.</p>

	<p>Le plan des installations techniques figure sur le plan de localisation des risques joint en annexe 1.4. Un plan des installations électriques est joint en annexe 1.6.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, la propagation de flamme et contre l'action de produits présents dans la partie de l'installation en cause. Le chauffage de l'installation est réalisé par de l'eau chaude provenant de la chaufferie (qui utilise 10% du biogaz produit sur le site).</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre, au même potentiel électrique.</p> <p>Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Article 22 (systèmes de détection et d'extinction automatiques)	<p>Le hall et les bureaux sont équipés d'un détecteur de fumée ; de plus, un détecteur de fumée se trouve positionné à côté de chaque armoire électrique (dans le hall, la chaufferie, le transformateur, le local intermédiaire et le poste d'épuration). Une liste des détecteurs, avec leur fonctionnalité et le planning d'entretien, a été dressée par l'exploitant.</p> <p>Celui-ci est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il a rédigé les consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans objet.</p>
Article 23 (moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie)	<p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les exploitants ont chacun un téléphone mobile. Les consignes de sécurité et les numéros d'urgence sont affichés dans le bureau. -une borne à incendie existante, permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant au moins 2 h, se trouve à 80 m de l'entrée du site, à 130 m des silos et à 180 m du premier digesteur. <p>Cette borne ne se trouvant pas à moins de 100 m des silos, une deuxième borne sera implantée à 100 m au nord de la première afin que cette prescription puisse être respectée.</p> <p>L'installation de RIA aux issues du hangar n'est pas nécessaire puisqu'il ne stocke pas de matière première.</p> <ul style="list-style-type: none"> -4 extincteurs à CO₂ sont répartis à proximité des armoires électriques (dans le hall, dans le local intermédiaire, dans le poste d'épuration et dans la chaufferie). -1 extincteur à poudre polyvalente est positionné à proximité du stockage de fioul de 1 500 l, équipé d'une double paroi, qui se trouve sur la mezzanine dans le hall. -10 autres extincteurs sont positionnés sur le site à des endroits adéquats (de part et d'autre de l'entrée du hall, à l'angle nord-est du hall, au sud du digesteur le plus au nord, au sud de la fosse, à l'entrée du local

	<p>intermédiaire).</p> <p>Ces moyens de lutte sont matérialisés sur le plan de localisation des risques joint en annexe 1.4.</p> <p>Les extincteurs sont contrôlés tous les 5 ans, conformément à la réglementation en vigueur (il n'y a pas de salarié travaillant sur le site).</p> <p>Un exercice incendie, effectué le 12 mars 2019 par le SDIS de Sélestat, a permis de valider les moyens préventifs de lutte mis en œuvre et de constater que le risque incendie était des plus limités.</p>
Article 24 (plan des locaux et schéma des réseaux)	<p>Un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi qu'un plan des locaux, mentionnant les dangers présents, est tenu à jour.</p> <p>Un schéma des réseaux entre équipement est, de même, tenu à jour : il précise la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs (= arrêt d'urgence) à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>
Section V - exploitation	
Article 25 (travaux)	<p>Il est interdit d'apporter du feu dans les parties de l'installation présentant des risques incendie ou explosion, à l'exception de la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu.</p> <p>La délivrance d'un permis d'intervention ou d'un permis de feu permet la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement, conduisant à une augmentation des risques, tout en respectant une consigne particulière.</p> <p>L'exploitant établit et vise le permis d'intervention, éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation. Si une entreprise extérieure réalise les travaux, elle cosigne ces documents.</p> <p>L'exploitant effectue une vérification des installations avant la reprise de l'activité et après la fin des travaux.</p>
Article 26 (consignes d'exploitation)	<p>Etablies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, des consignes d'exploitation indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter le feu sous une forme quelconque (interdiction de fumer) dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; -l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; -l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, ainsi que les conditions de destruction du biogaz ; -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient/une tuyauterie contenant du biogaz ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ; les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte ; les modes opératoires ; la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation/traitement des pollutions et nuisances générées ; -les instructions de maintenance/nettoyage ; l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

	<p>Les consignes mises en place sont listées par l'exploitant et font apparaître la date de dernière modification de chacune.</p> <p>Les locaux confinés font l'objet d'une ventilation efficace ; avant toute intervention, un contrôle de la qualité de l'air est fait (a minima : détection de CH₄ et H₂S).</p>
Article 27 (vérification périodique et maintenance des équipements)	<p>La vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, les installations électriques et de chauffage, sont assurés par des entreprises de services extérieures, les contrats de prestation sont disponibles chez l'exploitant.</p> <p>Le bureau d'études Weishaupt, à Colmar, contrôle le chauffage ; Omnium extincteurs, à Colmar, vérifie les extincteurs ; APAVE environnement, à Mundolsheim, contrôle les installations électriques.</p>
Article 28 (surveillance de l'exploitation et formation)	<p>Avant le démarrage des installations le 27/04/2018, l'exploitant a été formé par Rytec (bureau d'études et fournisseur) au suivi du bon fonctionnement du site et à la maintenance de l'unité de méthanisation, et par la chambre d'agriculture d'Alsace aux principes globaux des techniques de méthanisation. Cette formation sera renouvelée quand le besoin s'en fera sentir (évolution des techniques de méthanisation ou mise en place d'un nouvel équipement, par exemple). Une attestation de formation a été fournie par les formateurs et est tenue à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
Article 28 bis (non mélange des digestats)	Sans objet.
Article 28 ter (mélange des intrants)	<p>Le mélange des intrants n'est possible que si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sans objet pour les boues d'épuration urbaines. - les autres intrants participant au mélange respectent l'art. 39 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. <p>La description des mélanges susceptibles d'être opérés figure dans le dossier d'enregistrement.</p>
Section VI - registres entrées sorties	
Article 29 (admissions et sorties)	<p>Seules les matières premières suivantes seront admises sur le site en vue d'être méthanisées après avoir été mélangées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ensilage de cultures énergétiques (Culture Intermédiaire à Vocation Énergétique = CIVE, maïs), - cannes de maïs, - grains de céréales (dont maïs) impropres à la consommation, - marcs de raisin, - pulpes de betteraves, - résidus de céréales (amycake méthacake), - levure de bière (beer solid), - eaux mères d'érythritol, - rétentat (biomasse), - lactosérum et lactosérum concentré (DWC 50), - effluents d'élevage (lisier de bovins, fumier de bovins, fumier de cheval).

	<p>L'exploitant tient à jour les registres d'admission de matières entrantes et de sortie du digestat/des matières fertilisantes.</p> <p>Aucun déchet ne sera admis sur le site de méthanisation (déchet dangereux au sens de l'art. R. 541-8 du code de l'environnement ; sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'art. 4 du règlement (CE) n°1774/2002 modifié ; déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection).</p> <p>Aucun déchet ne sera généré sur le site de méthanisation, hormis des contenants (big-bags, etc.).</p> <p>Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à méthaniser d'une nature ou d'une origine différentes que celles mentionnées dans la demande d'enregistrement est portée à la connaissance du préfet.</p> <p>1. Enregistrements lors de l'admission :</p> <p>Toute admission de matière donne lieu à un enregistrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> -de leur désignation ; -de la date de réception ; -du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ; -du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ; -le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complété de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés. <p>L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.</p> <p>Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>Contrôle de non-radio-activité : sans objet.</p> <p>2. Enregistrements des sorties de déchets et de digestats :</p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel de la production de déchets et de digestats et tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant la destination des digestats : mise sur le marché conformément aux articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural, épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...) et en précisant les coordonnées du destinataire.</p> <p>Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.</p> <p>Le cahier d'épandage tel que prévu par les arrêtés du 27 décembre 2103 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises respectivement à déclaration, enregistrement ou autorisation sous la rubrique n° 2101, 2102 et 2111 peut tenir lieu de registre de sortie.</p>
--	--

	3. Sans objet.
Section VII - les équipements de méthanisation	
Article 30 (dispositif de rétention)	<p>Les seules matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autre que les matières avant traitement, le digestat, les matières fertilisantes, les matières en cours de traitement ou les effluents d'élevage, sont le fioul (qui est stocké dans une cuve de 1 500 l, équipée d'une double paroi) et l'huile hydraulique (qui est stockée sur une capacité de rétentions adaptée).</p> <p>L'étanchéité de ces réservoirs est contrôlable à tout moment par inspection de l'aspect extérieur des cuves.</p> <p>Il n'y a pas de réservoir contenant des produits incompatibles.</p> <p>L'installation de méthanisation est munie d'un dispositif de rétention, effectué par décaissage talutage, d'un volume de 5 558 m³, permettant de retenir le digestat en cas de débordement ou de perte d'étanchéité d'une cuve : le digestat est contenu par la digue de rétention entourant les digesteurs et la fosse puis stocké dans le bassin de rétention après avoir été transféré par gravité par un tuyau reliant la digue et le bassin.</p> <p>L'installation de stockage complémentaire est munie d'un dispositif de rétention, effectué par décaissage talutage, d'un volume de 890 m³, permettant de retenir le digestat en cas de débordement ou de perte d'étanchéité de la fosse : le digestat est contenu par la digue de rétention entourant la fosse.</p>
Article 31 (cuves de méthanisation)	<p>Les digesteurs sont munis d'une membrane souple et d'une soupape de respiration (ou surpression), orientées vers le haut.</p> <p>La pression et le niveau du gaz sont mesurés dans le réservoir à gaz. En cas de dépassement d'une pression de 3,5 mbar, la sécurité de surpression s'ouvre. En cas de pression sous - 1 mbar, la sécurité de dépression s'ouvre également.</p>
Article 32 (destruction du biogaz)	<p>L'installation dispose d'une torchère pour détruire le biogaz produit lorsque la pression est trop forte dans les cuves ou lorsque la purification du gaz ne peut se faire ou l'injection ne peut pas se faire dans le réseau.</p> <p>Cet équipement est muni d'un arrête-flammes conforme à la norme EN 12874. Elle est située au sud-est du site de méthanisation.</p> <p>Caractéristiques essentielles de la torchère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - type de torchère : MTU -v 200/100 -GVD - débit volumique de gaz : 150-300 m³/h - puissance de combustion : max. 1,8 MW - puissance thermique maximale : 300 - 550 kW - puissance électrique maximale : 3 × 400 V 50 Hz - pression du gaz de combustion en amont : <ul style="list-style-type: none"> • max. 3,5 mbar • min. 1 mbar <p>Fonctionnement de la torchère :</p> <p><i>Principes de base :</i></p> <p>Dans une installation de méthanisation, du biogaz se forme à partir des</p>

	<p>processus de dégradation bactérienne des matières organiques.</p> <p>Le biogaz obtenu est récupéré dans la double membrane du digesteur, puis comprimé, avant d'être transporté jusqu'au purificateur. Le biogaz se compose essentiellement de méthane et de gaz carbonique ainsi que de petites quantités d'azote, d'oxygène, d'hydrogène, de sulfure d'hydrogène et d'autres gaz à l'état de trace. Il est transporté avec une humidité relative d'environ 100% et une température d'environ 25°C.</p> <p>Lorsque le purificateur n'est pas opérationnel, le biogaz est redirigé vers la double-membrane des digesteurs pour y être stocké dans l'attente du redémarrage du purificateur ou, si les capacités de stockage sont atteintes, dirigé vers la torchère pour y être brûlé.</p> <p>La torchère utilisée dans cette installation est de type MTU-v, elle est équipée d'une gaine protégeant la flamme des regards, pour une combustion avec une flamme invisible ; seul le tube à flamme est allumé car l'incandescence est due à la température élevée.</p> <p><i>Généralités :</i></p> <p>Ce modèle de torchère est utilisé dans des installations d'injection direct. Le gaz doit contenir du méthane avec une teneur en CH₄ d'au moins 40% du volume. Les autres composantes du gaz doivent être inertes. Le sulfure d'hydrogène (H₂S), aussi présent en petites quantités, est également brûlé. Du fait des propriétés corrosives de ce gaz, sa concentration dans le gaz combustible ne doit pas dépasser 1500 ppm. De plus, il est impératif qu'aucun gaz de combustion ayant une teneur en oxygène supérieure à 3% du volume, ne passe par la torchère.</p> <p>Les principaux composants de ce modèle de torchère sont la gaine de protection de la flamme, le tube de mélange, le support de la torchère et la rampe de gaz. La gaine de protection de la flamme, conçue de manière à résister sans déformation extérieure aux coups de bélier liés aux déflagrations, est en acier inoxydable.</p> <p>La combustion du biogaz est effectuée sous l'excès d'air.</p> <p><i>Fonctionnement :</i></p> <p>Le déclenchement de la torchère se fait automatiquement. Suite à un signal électrique, un boîtier commande l'ouverture de soupapes automatiques liées au système d'allumage, en le déclenchant. La torchère disposant de son propre compresseur, celui-ci démarre simultanément et transporte le gaz jusqu'au brûleur d'allumage. Un transformateur provoque l'allumage du brûleur par l'intermédiaire d'une électrode. Une sonde UV contrôle la stabilité de la flamme pendant la phase de brûlage. Une fois que la rampe de gaz d'allumage est démarrée et fonctionne correctement, une soupape permet l'allumage de la rampe de gaz. Le gaz s'échappant du brûleur principal s'enflamme ensuite directement sur le brûleur d'allumage.</p> <p><i>Remarque :</i> le gaz peut aussi être stocké dans les gazomètres (1^{er} digesteur : 628 m³ ; 2^{ème} digesteur : 555 m³ ; fosse : 805 m³).</p>
<p>Article 33 (traitement du biogaz)</p>	<p>Le dispositif d'injection d'oxygène dans le biogaz (destiné à en limiter la teneur en H₂S par oxydation) est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive.</p> <p>La désulfuration se fait en deux étapes durant lesquelles de l'oxygène est ajouté.</p> <p>La première désulfuration est organique et a lieu dans le digesteur et post-digesteur. Les microorganismes utilisent l'oxygène introduit et transforment l'hydrogène sulfuré en soufre élémentaire.</p>

	<p>La deuxième étape se fait dans l'épurateur de gaz. L'hydrogène sulfuré non transformé se dépose sur le charbon actif iodé. Dans ce cas aussi, le sulfure d'oxygène est oxydé et le soufre élémentaire se forme.</p> <p>Puis la teneur en oxygène du gaz est mesurée et contrôlée par une analyse de gaz faite dans le poste d'épuration.</p>
<p>Article 34 (stockage du digestat)</p>	<p>L'ouvrage de stockage du digestat normé (fosse de 4 400 m³ totaux soient 4 262 m³ utiles) est dimensionné et exploité de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Avec une production mensuelle de digestat brut estimée à 1 060 m³, la capacité de stockage du site équivaut à (4 400 / 1 060 =) 4 mois et 4 jours ; cette durée est donc supérieure aux quatre mois minimum requis.</p> <p>L'ouvrage de stockage du digestat non normé (fosse de 1 272 m³ totaux soient 1 145 m³ utiles) est dimensionné et exploité de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Avec une production mensuelle de digestat non normé estimée à 254 m³, la capacité de stockage du site équivaut à (1 145 / 254 =) 4 mois ½ ; cette durée est donc supérieure aux quatre mois minimum requis.</p> <p>Sur le site de méthanisation, les dispositions suivantes ont été prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisance pour le voisinage :</p> <ul style="list-style-type: none"> -gêne olfactive : utilisation de pré fosse et fosses couvertes. -gêne visuelle : fosse partiellement enterrées (1,6 m) et bardée de béton de couleur « chêne clair » pour minimiser l'impact visuel dans le paysage ; une forêt entoure le site selon un arc de cercle allant de l'ouest vers l'est. Le site est presque entièrement masqué par les locaux des entreprises avoisinantes. <p>Il n'y aura pas de déversement dans le milieu des trop-pleins des ouvrages de stockage.</p> <p>L'ouvrage de stockage de digestat est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.</p> <p>La fosse couverte n'a pas besoin d'être entourée d'une clôture efficace puisqu'elle est aérienne, qu'elle culmine à 6,40 m de haut et qu'elle est couverte par un gazomètre en PVC, empêchant toute chute.</p> <p>La fosse est dotée d'un dispositif de contrôle de l'étanchéité (drain autour de la base de la fosse, accessible par un regard).</p> <p><i>Remarque : la fosse de stockage de digestat non normé est imperméable et maintenue en parfait état d'étanchéité.</i></p> <p><i>Elle n'a pas besoin d'être entourée d'une clôture efficace puisqu'elle est aérienne et qu'elle culmine à 5,00 m de haut.</i></p> <p><i>La fosse est dotée d'un dispositif de contrôle de l'étanchéité (drain autour de la base de la fosse, accessible par un regard).</i></p> <p><i>Le fait de remplacer du lisier de vache par du digestat diminuera de façon significative le potentiel olfactif de cet ouvrage.</i></p>
Section VIII - déroulement du procédé de méthanisation	
Article 35	Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est

(surveillance de la méthanisation)	<p>susceptible d'être à l'origine de dégagements gazeux font l'objet de vérifications régulières par les exploitants, selon une procédure rédigée par Rytec. Un détecteur de méthane est utilisé pour détecter une éventuelle fuite.</p> <p>Ces vérifications sont décrites dans le programme de contrôle et de maintenance, tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Un dispositif de contrôle automatisé (capteurs, alarmes) permet de contrôler en continu la température des matières en fermentation et la pression du biogaz.</p> <p>Un compteur permet de mesurer la quantité de biogaz produit (en m³).</p> <p>L'exploitant consigne les quantités mesurées de biogaz et les résultats des vérifications et les tient à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
Article 36 (phase de démarrage des installations)	<p>L'étanchéité du digesteur, des canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions/dépressions a été vérifiée lors du démarrage du site en avril 2018.</p> <p>L'exécution du contrôle et ses résultats ont été consignés dans un registre.</p> <p>Les dispositions suivantes ont été prises pour limiter le risque de formation d'atmosphère explosive :</p> <ul style="list-style-type: none"> -remplissage de la cuve à hauteur de la moitié de sa capacité, -mise en route progressive du chauffage de la cuve (avec un maximum de 3°C d'augmentation par jour), -vérification de l'évacuation de la première formation de gaz dans l'environnement par une soupape de sécurité, -respect des mesures de sécurité (matériel électrique répondant aux normes ATEX). <p>Une consigne spécifique a été mise en place pour ces phases d'exploitation, interdisant toute opération accentuant le risque d'explosion.</p>
CHAPITRE III - La ressource en eau	
Section I - prélèvements, consommation d'eau et collecte des effluents	
Article 37 (prélèvements d'eau, forages)	<p>Le site est raccordé au réseau public de distribution d'eau potable. Le raccordement est muni d'un dispositif de disconnexion évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie, situé hors du site de méthanisation, est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>La consommation d'eau sur le site se limite au lavage du hublot des digesteurs (maximum de 5 litre/jour soient 2 m³ annuels au maximum) et à celui du télescopique lorsqu'il est sale.</p> <p>Les mesures prises pour minimiser la consommation d'eau sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -lavage de l'engin en cas de nécessité uniquement. -méthanisation de produits liquides (lisier de vache laitière et taurillons, lactosérum, eaux-mères d'érythritol, beer-solid, rétentat). -récupération des jus de silos et lixiviats pour hydrater les produits en méthanisation. <p>Sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Article 38 (collecte des effluents)	<p>Il n'y a pas de liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents liquides devant être méthanisés (lisier, lactosérum, eau-mère d'érythritol,</p>

liquides)	<p>beer-solid) et le milieu récepteur, le transfert se faisant par pompage. Les effluents aqueux rejetés par les installations (uniquement des eaux pluviales, rejetées dans le bassin de rétention) ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif, il permet d'isoler les eaux résiduaires souillées des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Il n'y a qu'un point de rejet, il est aménagé pour permettre un prélèvement aisé des échantillons.</p> <p>L'exploitant établi et tient à jour le plan des réseaux de collecte des effluents. Ce plan fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.</p> <p>Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Article 39 (collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux d'incendie)	<p>Les eaux pluviales non souillées tombant sur les silos sont collectées séparément des jus d'ensilage et sont rejetées sans traitement préalable dans le bassin de rétention ou zone de compensation hydraulique, celui-ci ne présentant pas sensibilité particulière.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation de la zone de compensation hydraulique est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement consécutif à un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. En l'absence de pollution, les eaux confinées sont évacuées vers le milieu récepteur. Dans le cas contraire, elles sont pompées et éliminées vers une filière de traitement appropriée.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont stockées dans le bassin de rétention.</p> <p>Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.</p>
Section II - rejets	
Article 40 (justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité)	Sans objet.
Article 41 (mesure des volumes rejetés et points de rejets)	Sans objet.
Article 42 (valeurs limites de rejets)	Sans objet.
Article 43 (interdiction de rejets dans une nappe)	Il n'y a pas de rejet d'eaux résiduaires vers les eaux souterraines.

Article 44 (prévention des pollutions accidentelles)	<p>Le site de méthanisation a été construit en zone inondable, dans le lit majeur du Giessen. Comme cela a nécessité un remblai de 6 000 m², un décaissement de 3 600 m³ minimum devait être fait pour tenir compte de la zone d'expansion d'une crue centennale. Ce volume a été augmenté à 5 558 m³ et sert de capacité de rétention pour le site, un tuyau raccordant la digue de rétention au bassin de rétention (écoulement par gravité). Un talutage a été fait autour du site de méthanisation pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette), déversement de matière dangereuse dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis se fera dans les conditions prévues à l'article 39 ou comme des déchets (conditions décrites au chapitre VII).</p> <p>Justification des capacités de rétention pour le site de méthanisation : Les digesteurs ont un volume utile de 2 325 m³ ($= 2\,400 \times 7,75 / 8$) ; comme ils sont enterrés sur 1,60 m, la quantité de digestat pouvant se déverser dans le milieu en cas d'accident est équivalente à 1 845 m³ ($= 2\,325 \times 6,15 / 7,75$). La fosse a un volume utile de 4 262 m³ ($= 4\,400 \times 7,75 / 8$) ; comme elle est enterrée sur 1,60 m, la quantité de digestat pouvant se déverser dans le milieu en cas d'accident est équivalente à 3 382 m³ ($= 4\,262 \times 6,15 / 7,75$). La capacité du bassin de rétention, 5 558 m³, est donc suffisante pour contenir le volume de digestat contenu dans un digesteur ou dans la fosse, s'il venait à se déverser hors d'un contenant.</p> <p><i>Justification des capacités de rétention pour le site de stockage :</i> <i>La fosse a un volume utile de 1 145 m³ ; comme la digue a une hauteur de 1,50 m, la quantité de digestat pouvant se déverser dans le milieu en cas d'accident est équivalente à $((9 \times 9 \times 3,14) \times 3 =) 765 \text{ m}^3$. A cela il faut rajouter le volume occupé par la fosse sur le premier mètre cinquante ($9 \times 9 \times 1,50 = 122 \text{ m}^3$) pour un volume total de 890 m³.</i></p>
Article 45 (surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée)	Sans objet.
Article 46 (épandage du digestat)	<p>L'épandage des digestats fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions précisées en annexe II, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. L'épandage est alors effectué par un dispositif permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.</p> <p>Sans objet.</p>
CHAPITRE IV - Emissions dans l'air	
Section I - généralités	
Article 47 (captage et épuration des rejets à l'atmosphère)	<p>La circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'exploitation n'entraîne pas de fortes émissions de poussière (circulation restreinte d'engins, type de sol générant peu de poussières). Néanmoins, l'exploitant a fait poser un enrobé sur les voies de circulation.</p> <p>Le faible niveau de formation de poussières et l'absence de gaz polluants ou d'odeurs font qu'ils n'ont pas à être captés à la source, canalisés et traités. Le silo est bâché continuellement, hormis au niveau du front d'attaque.</p> <p>Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p>

	Article sans objet pour le site de stockage complémentaire.
Article 48 (composition du biogaz et prévention de son rejet)	<p>Le rejet direct du biogaz dans l'air est interdit.</p> <p>La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné à minima tous les 3 ans par un organisme extérieur allemand, ETW.</p> <p>Les résultats sont consignés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de 3 ans.</p> <p>La teneur en H₂S du biogaz est inférieure à 300 ppm.</p> <p>Le module de traitement du gaz se compose d'un refroidisseur de gaz et d'un réchauffeur ultérieur, d'un compresseur et d'un filtre à charbon actif. Dans le cadre du traitement, le gaz brut est déshydraté et désulfuré. La désulfuration se produit dans le filtre à charbon actif qui absorbe l'hydrogène sulfuré et laisse passer les autres composantes du biogaz.</p> <p>Une analyse de gaz (dont CH₄ et H₂S), pour le contrôle de la purification du gaz, est faite dans le purificateur. C'est une pompe qui dirige le gaz à analyser vers le module d'analyse.</p>
Section II - valeurs limites d'émission	
Article 49 (prévention des nuisances odorantes)	<p>Un état initial des odeurs perçues dans l'environnement du site n'a pas été réalisé avant le démarrage de l'installation parce qu'il n'y a pas de matières premières « odorantes » stockées sur le site.</p> <p>La principale fosse de stockage du digestat est couverte afin qu'elle ne soit pas source de nuisances olfactives, tout comme l'est la préfosse.</p> <p>Sans objet.</p> <p>L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage, du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.</p> <p>Les dispositions prises pour limiter les odeurs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utilisation de matières premières pas/peu odorantes ; -bâchage de silos ; -bâchage des bennes des camions lors du transport des matières premières ; -stockage du digestat dans une fosse couverte ; -approvisionnement en effluents liquides dans une préfosse couverte. <p>Il n'y a pas d'effluents liquides ayant besoin d'être stockés avant méthanisation. Lorsque les effluents liquides à traiter sont déchargés dans la préfosse étanche de 170 m³, conçue pour éviter tout écoulement incontrôlé, c'est pour être méthanisés immédiatement.</p> <p>Les zones de chargement (trémie et pré fosse couvertes) sont protégée des vents dominants (ouest → est) par les constructions existantes (hall) et par les couvertures.</p> <p>Il n'y a pas de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, stockés en vrac : ces produits sont stockés en big-bags.</p> <p>La pré fosse est munie d'un dispositif d'aspiration (pompe électrique) permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Peu de produits</p>

	<p>pulvérulents sont utilisés pour la méthanisation. Les bennes de transport des matières premières sont bâchées pendant ledit transport.</p> <p><i>Remarque : le site de stockage du digestat non conforme stockera un produit désodorisé, en remplacement d'un effluent au pouvoir olfactif limité (lisier de bovin).</i></p>
CHAPITRE V - Emissions dans les sols (sans objet)	
CHAPITRE VI - Bruit et vibrations	
Article 50 (valeurs limites de bruits)	<p>I. Valeurs limites de bruit : les niveaux sonores produits par l'installation sont conformes à l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement et les installations classées pour l'environnement.</p> <p>Causes possibles d'émergence entre 6 h à 22 h :</p> <ul style="list-style-type: none"> -livraison des matières premières. -mise en silo des matières premières. -chargement de la trémie/pré-fosse. -fonctionnement du broyeur. -fonctionnement du séparateur de phases. -fonctionnement des pompes électriques. -fonctionnement des engins de transport et de manutention. -brassage du digestat par les palles (moteur électrique). -reprise du digestat (pompe électrique). <p>Causes possibles d'émergence entre 22 h à 6 h :</p> <ul style="list-style-type: none"> -brassage du digestat par les palles. <p>II. Véhicules - engins de chantier : les engins de transport et de manutention utilisés répondent aux exigences de la réglementation en vigueur. L'emploi de sirènes, alarmes, avertisseurs, est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. Vibrations : l'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Pour supprimer toute vibration, les voies de circulation sont en enrobé ; le seul équipement pouvant émettre des vibrations (mixers dans les digesteurs) sont montés sur silentblochs. Le premier tiers se trouve à 140 m du premier digesteur.</p> <p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores : l'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée (premier tiers à 140 m). Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les ans par une personne qualifiée, la première mesure a été effectuée en mai 2019, un peu plus d'un an après le démarrage de l'installation. Si les niveaux sonores en limite de propriété étaient conformes en période de jour, ils dépassaient la</p>

	<p>limite autorisée de 1,5 dB(A) pour un point de mesure en période de nuit (61,5 dB(A) au lieu de 60 dB(A). Le bureau de contrôle pense que le dépassement peut être dû au niveau sonore des ventilateurs du transformateur voisin, qui s'additionnerait au niveau sonore du site de méthanisation. Néanmoins, en l'absence de Zone à Emergence Réglementée proche de la zone, le risque de gêne sonore est faible.</p>
CHAPITRE VII - Déchets	
Article 51 (récupération - recyclage - élimination)	<p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter la quantité de déchets produits et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières, conformément à la réglementation.</p> <p>L'exploitant élimine les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement, après s'être assuré que les installations utilisées pour cette élimination sont aptes à cet effet.</p> <p>Le devenir des déchets est précisé dans la partie « compatibilité des installations avec les plans schémas et programmes ».</p> <p>L'exploitant est à même de prouver qu'il élimine tous ses déchets en conformité avec la réglementation (bordereaux d'enlèvements).</p> <p>Aucun brûlage de déchet à l'air libre n'est fait.</p>
Article 52 (contrôle des circuits de traitement des déchets dangereux)	<p>L'exploitant tient un registre où sont consignées les déclarations d'élimination et bordereaux de suivi de déchets.</p> <p>Il effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement/élimination dans des filières spécifiques.</p>
Article 53 (entreposage des déchets)	<p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans le hall couvert, dans une benne, afin de prévenir tout risque d'accident et de pollution, et évacués deux à quatre fois par an vers des filières appropriées à leurs caractéristiques.</p> <p>La gestion des déchets est précisée dans la partie « compatibilité des installations avec les plans schémas et programmes ».</p> <p>Leur quantité stockée ne dépasse pas un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
Article 54 (déchets non dangereux)	<p>Les déchets non dangereux et non souillés par des produits toxiques/polluants ont récupérés pour être valorisés/éliminés dans des installations régulièrement exploitées.</p> <p>Les déchets d'emballage sont valorisés par recyclage.</p> <p>La gestion des déchets est précisée « compatibilité des installations avec les plans schémas et programmes ».</p>
CHAPITRE VII - Surveillance des émissions	
Article 55 (contrôle par l'inspection des	Sans objet.

installations classées)	
Article 55 bis (réception et traitement de certains sous-produits animaux de catégorie 2)	Sans objet.
CHAPITRE IX - Exécution	
Article 56 (exécution)	Sans objet.